

RÉFLEXIONS

Le coin des think tanks

Chaque mois, une question d'actualité vue par trois cercles de pensée



L'austérité

européenne est-elle allée trop loin ?



JEAN-MARC DANIEL
 Economiste
 à l'Institut
 de l'entreprise

« La politique de redressement des comptes publics doit être poursuivie »

DÉFAITES ÉLECTORALES, émeutes, chômage dépassant parfois les 25 %, dette publique qui ne se réduit qu'à peine, autocritique du FMI : tout est là pour qu'on clame l'échec de l'austérité. Pourtant, elle est incontournable.

Elle l'est parce que l'accumulation des dettes publiques conduit à des transferts de revenus de l'ensemble des contribuables – dont la partie la plus pauvre de la population – vers les créan-

ciers, en particulier ce système financier qu'il est de bon ton de dénigrer. A terme, la dette, alourdissant les engagements de l'Etat, menace le financement des services publics. L'accepter aurait du sens si le déficit public favorisait la croissance. Or les relances des années 2009 et 2010 sont là pour infirmer ce postulat. Dans le cas de la Grèce, pays devenu emblématique de l'austérité, cette dernière avait été précédée d'une vaine relance : le déficit de 2009 a atteint 15,6 % de la richesse nationale, et la croissance a chuté de 3,2 %. Prolongeons l'analyse de la situation grecque. En 2013, le revenu par habitant a été ramené à son niveau de 2005. On peut parler pour ce pays d'une décennie perdue. Mais il faut se demander si elle a été perdue du fait de l'austérité ou à cause des erreurs antérieures, c'est-à-dire des politiques laxistes qui étaient en odeur de sainteté dans les années 2000.

Parier sur le moteur à long terme de l'investissement privé

L'erreur à ne pas commettre serait de revenir à ce laxisme. Il faut maintenir les politiques de redressement des

finances publiques, mais en les complétant par des politiques de croissance reposant sur le moteur à long terme qu'est l'investissement privé. Dans ce cadre, la politique budgétaire doit désormais être axée plus sur les réductions de dépenses et moins sur les hausses d'impôts. Enfin, la rigueur doit s'accompagner de réformes structurelles telles que celles lancées par Mario Monti en Italie, visant à accroître la concurrence et sa dynamique vers toujours plus de productivité, de progrès technique et, in fine, de croissance.

Battre sa coulpe sur l'austérité n'a pas de sens et pourrait se révéler contre-productif, car cela entretient le sentiment d'une approximation dans les prises de décision, sentiment qui génère la défiance et suscite des comportements de surépargne et de théaurisation. Ignorer les limites d'une stricte logique comptable conduisant à des hausses d'impôts à répétition serait tout aussi contre-productif. Il faut garder le cap – et, dans le cas de la France, l'assumer pleinement – d'une ligne fondée sur des objectifs à long terme d'austérité et de libéralisation économique. ©


**PAULO
CARMONA**
*Directeur du Forum
de administradores de
empresas (Portugal)*

« C'est la fiscalité excessive qui détruit la croissance »

POURQUOI LE MOT « AUSTÉRITÉ » ? Ici, dans le sud de l'Europe, on n'est pas austère, frugal ou rigide. Selon le philosophe autrichien Wittgenstein, « les limites de ma langue sont les limites de mon monde ». A « austérité », je préfère « promotion de l'harmonie budgétaire ». Les efforts de contrôle du déficit public ne sont pas l'horreur qui correspond au mot austérité. Cette harmonie budgétaire est essentielle pour l'équilibre macroéconomique du pays, et pour son respect par les marchés financiers. Et ça n'a rien à voir avec la croissance économique.

Le Portugal a affiché en moyenne un déficit budgétaire de 6 % du PIB entre 2002 et 2012. Quelle a été la croissance économique sur cette période ? Proche de 0 % en moyenne. Dans une petite économie ouverte, les stimulus keynésiens traditionnels sont peu applicables, à cause des effets de second tour, qui entraînent un dérapage des importations de biens de consommation, et donc un accroissement du déficit commercial. Dans ce monde global, on n'a pas besoin d'un grand Etat, on a besoin d'un Etat intelligent qui protège et s'occupe des entreprises, et qui se préoccupe de sa position compétitive au sein des grandes chaînes de valeur mondiales, seul moteur de la création d'emplois et de richesse. La redistribution des ressources par le gouvernement doit se faire à travers ce prisme-là.

A la question de savoir si nous sommes allés trop loin dans l'austérité en

Europe, je répondrai évidemment non. Là où nous sommes allés trop loin, c'est dans la hausse des impôts. Comme nous l'enseigne la courbe de Laffer, qui montre que « trop d'impôt tue l'impôt », c'est la fiscalité excessive du fait de l'absence de contrôle des dépenses de l'Etat qui détruit la croissance. Chaque fois qu'un déficit se creuse, la réponse politique facile est d'augmenter les impôts, qui réduisent la consommation et l'investissement, créant les récessions. Résultat : l'Etat s'est à la fois agrandi et affaibli. La promotion de l'harmonie budgétaire devra être exigée par l'UE et par les marchés, pour contraindre les gouvernements à cesser d'accroître les impôts et à s'engager dans la réforme de l'Etat. C'est possible : les pays scandinaves ont montré la voie, malgré les groupes de pression qui peuplent l'administration publique et qui sont souvent les responsables de la crise. ©


**CHARLES
KOLB**
*Président de la
French-American
Foundation*

« Plus que jamais la relance est nécessaire »

LES DIRIGEANTS EUROPÉENS continuent de se demander si l'Europe est allée trop loin dans ses mesures d'austérité, alors que la plupart des économies de la zone sont stagnantes, certaines ne parvenant pas à sortir de la récession. Nul doute que la réponse de l'Europe face au ralentissement mondial de 2008 a été bien trop tardive et timorée, si on la compare à la batterie de mesures votées par le Congrès américain ou mises en place par la Réserve fédérale. Plus que jamais, des mesures de relance sont aujourd'hui nécessaires en Europe afin de stimuler la consommation et de réduire un

chômage tenace. A court terme, des politiques économiques d'inspiration keynésienne sont sans doute nécessaires pour lutter contre une demande molle, voire en baisse. Cependant, trop de pays européens ont des déficits publics structurels auxquels ils devront tôt ou tard faire face en engageant des réformes nationales importantes. Il est peu probable que la croissance économique future puisse à elle seule éliminer ces graves déséquilibres. Les leaders européens doivent donc s'accorder dès aujourd'hui sur l'approche et la structure à mettre en place pour éviter de voir leurs économies durablement affaiblies continuer à dépendre d'une dette publique massive et d'un déficit budgétaire non soutenable.

Même si ces défis importants requièrent un leadership politique habile, ils ne sont pas insurmontables. Par le passé, trois gouvernements européens de centre gauche ont ainsi su mettre en place des réformes structurelles majeures pour renforcer leurs économies : l'Angleterre avec Tony Blair, l'Allemagne avec Gerhard Schröder et la Suède du milieu des années 90, lorsque le gouvernement a restructuré un système de protection sociale devenu trop coûteux.

Il n'est plus possible, pour les pays de la zone euro, de recourir à la dévaluation ou à la création monétaire. Les Etats-Unis disposent d'une plus grande marge de manœuvre en ce domaine, le dollar américain servant de principale réserve monétaire – du moins jusqu'à ce que leurs créanciers décident que des déficits de milliards de dollars ne sont pas soutenables. Avec une politique monétaire plus restrictive, les pays européens qui ont des déficits importants ne peuvent plus reporter les réformes structurelles internes qui s'imposent.

Le débat n'est donc pas entre austérité et relance économique, mais plutôt entre statu quo et réformes structurelles. Alors que certains pays doivent bénéficier d'une relance économique supplémentaire, d'autres ont fait à leurs citoyens des promesses qu'ils ne peuvent plus tenir. Il faudra du courage politique : l'avenir de l'Europe en dépend. ©

LE CONTEXTE

A l'occasion du **Sommet international des think tanks économiques** organisé par **L'Institut de l'entreprise** les 17 et 18 juin derniers, L'Expansion a demandé à des instituts étrangers (Forum de administradores de empresas et French-American Foundation) ce qu'ils pensaient des politiques de rigueur conduites en Europe.